

Au Mexique, les peuples indigènes sont confrontés à des projets énergétiques et d'infrastructures sur leurs territoires qui mettent leur existence en danger. Rencontre

«Guerre contre les autochtones»

CHRISTOPHE KOESSLER

Amériques ▶ «Au Mexique, nous assistons à une guerre contre les peuples indigènes.» Le ton est grave et la détermination ferme au sein du Conseil national indigène (CNI) mexicain, dont une délégation était de passage à Genève la semaine passée. Cette organisation, qui regroupe 36 peuples autochtones du Mexique et représente 5 millions de personnes – sur les quelque 23 millions d'autochtones que compte le pays –, vient de lancer un appel international à la mobilisation le 12 octobre prochain.¹ Le but est de protéger leurs communautés, dont les zapatistes du Chiapas: «Dans tout le pays, nous faisons face à des mégaprojets dits de développement – hydrocarbures, mines, gazoducs et oléoducs, infrastructures routières et ferroviaires, etc. – qui envahissent et pillent nos territoires, détruisent la nature et nos communautés, conduisent à des tueries et à des violations des droits humains», explique Oscar Espino Vázquez, représentant du CNI.

A la librairie latino-américaine Albatros, devant une carte géante du pays où figurent 29 «miroirs de la résistance», le représentant du peuple Totonaco de l'Etat du Veracruz égrène quelques-unes des luttes actuelles: «Au Nord, nos frères et sœurs Yaqui de Sonora font face à un projet de gazoducs au péril de leur vie, confrontés au crime organisé qu'on ne sait parfois pas distinguer de l'Etat. Un peu plus au sud, les Raramuris affrontent la voracité des infrastructures minières et les déplacements forcés. Ce harcèlement pulvérise les relations communautaires parmi les peuples du Nord», continue Oscar Vázquez.

Complicité meurtrière

«Nous constatons de l'autre côté une syntonie entre le crime organisé – que nous appelons le crime autorisé –, les transnationales, le capital, en général étranger, et les autorités», accuse-t-il. Parfois la perméabilité est frappante, selon lui: «On voit des gens qui travaillent dans des entreprises œuvrer au sein du



Le «train maya», traversant des zones de jungle, est surnommé le «train de la mort» par certains peuples autochtones. PHOTO-PRÉTEXTE - KEYSTONE

crime organisé et assumer des tâches au sein du gouvernement local également.»

Loin d'être freiné par le gouvernement de centre gauche de Andrés Manuel López Obrador, dit AMLO, au pouvoir depuis 2018, le rouleau compresseur du «développement» semble avoir encore accéléré, à entendre les délégués autochtones. «Le gouvernement se dit de gauche; ce n'est qu'une simulation», estime le représentant totonaco. «Ce que la droite n'avait pas réussi à faire au nom du capital, AMLO le fait au nom du peuple. Il a même le culot de dire qu'il a 'consulté' la terre-mère pour pouvoir la détruire.»

Pedro Faro, directeur du Centre des droits humains Fray Bartholomé de Las Casas, abonde dans ce sens: «Ces projets passent plus facilement auprès de la population. Ils génèrent un consensus social parce qu'ils sont présentés comme élaborés pour le bien des peuples, par un gouvernement se présentant comme progressiste. Mais ils constituent des avancées territoriales pour le capital au mépris de l'autodétermination des

«Ce que la droite n'avait pas réussi à faire au nom du capital, le président le fait au nom du peuple»

Oscar Espino Vázquez

autochtones et des populations locales. On parle de crise de droits humains au Mexique, il s'agit en réalité d'une crise de civilisation.» Et la situation sécuritaire – dramatique depuis une quinzaine d'années sous les coups de boutoir des groupes mafieux – s'est encore dégradée, ajoute-t-il: «On compte 110 000 personnes disparues depuis 1964, dont 44 000 pendant la présidence Loblador uniquement.»

«Le train de la mort»

Projet phare de la présidence, le «train maya» – une voie ferroviaire de 1500 kilomètres en construction qui va relier les Etats du Chiapas, Tabasco, Campeche, Yucatán et Quintana Roo – est vendu comme un nouveau projet touristique «vert» par l'Etat, mais viserait en priorité à faciliter le transport pour les grands projets extractivistes dans la région: «Nous l'appelons le train de la mort ou le train de la destruction, il n'a rien de 'maya'. Nous sommes les Mayas», tonne Oscar Vázquez, qui affirme qu'une partie des travaux est assurée par l'armée. «Le militarisme a pris de l'am-

pleur depuis quelques années, la garde nationale ayant vu son budget tripler», ajoute-t-il.

Dans le sud du pays, où se trouve le fameux «train maya» et le «projet intégral Morelos», un programme géant énergétique impulsé par l'Etat fédéral, les projets de puits de pétrole et de gaz, d'oléoducs, de gazoducs et d'éoliennes se comptent par dizaines, en plus de tous ceux déjà réalisés: «Dans les Etats de Tamaulipas, Veracruz, Puebla et Hidalgo, le fracking (*extraction de pétrole par fracturation hydraulique, ndlr*) sème la dévastation. Cinq peuples sont menacés par des projets de 25 000 puits de pétrole.»

Ces derniers viendront s'ajouter à tous ceux qui existent déjà: «Rien que sur le territoire de mon peuple totonaco, à Papantla, se trouvent 2117 forages pétroliers. Nous avons recensé une centaine de fuites. Toutes les eaux sont contaminées», déplore-t-il. De nombreux opposant-es ont été assassiné-es: «Le crime organisé, qui surgit partout où se trouve ce 'développement', se sert de certains de ces puits, qu'ils appellent 'cuisines',

pour 'pulvériser' les corps et faire disparaître l'ADN; ce sont des sites d'extermination», souffle le délégué autochtone, interrompu un instant par l'émotion. «Heureusement, nos prières et cérémonies ont permis de faire émerger certains des restes de nos camarades, que nous avons pu finalement identifier.»

Des douleurs fécondes

A terme, le gouvernement mexicain vise à réaliser le vieux rêve de supplanter le canal de Panama, entre les océans Atlantique et Pacifique, par une voie ferroviaire dans l'isthme de Tehuantepec (le transisthmique ou corridor interocéanique): «Il s'agit pour le gouvernement des Etats-Unis, qui soutient ce projet, non seulement de construire un autre 'canal', mais aussi un autre mur, pour retenir les migrants d'Amérique centrale qui passent par le Mexique», assure Oscar Vázquez.

Dans ce contexte, c'est l'existence même des peuples premiers représentés par le Conseil national indigène qui est en jeu. Mais l'agression qui leur est faite n'a pas que du mauvais, observent ses délégués: «Les douleurs aussi nous donnent des impulsions et nous font cheminer. Elles nous ensemencent sur les lieux de nos résistances, nous réunissent en assemblées, renforcent nos communautés et nous permettent de faire fleurir de nouvelles formes d'organisations», soutient le militant.

Des résistances qui engagent parfois des victoires, comme le raconte Amaydali Martínez, représentante du peuple Chontal de l'Etat de Oaxaca au CNI: «Nous avons fait échec à un projet de mine à ciel ouvert de 5000 hectares d'une multinationale canadienne en gagnant un recours en justice», se réjouit-elle. «C'est un processus d'apprentissage pour des communautés en autodétermination. Et cela a permis de faire émerger la participation des femmes aux processus politiques. Nous menons une double lutte: contre la dépossession extractiviste et contre le patriarcat», conclut-elle. 1

¹congresonacionalindigena.org

Agenda de la solidarité

AUTONOMIE AU BURKINA CONFÉRENCE 22 SEPTEMBRE

Le maraîchage comme outil d'émancipation? C'est un des outils de l'association vaudoise Nouvelle planète qui invite Adama Traoré, son partenaire stratégique au Burkina Faso, à donner une conférence sur «l'apport du maraîchage dans l'autonomisation des femmes». A 19h30 à l'espace Dickens de Lausanne (avenue Charles Dickens 4).

Retrouvez *Le Courrier* sur internet
WWW.LECOURRIER.CH

SOUTIEN AU GUERRERO REPAS MEXICAIN 6 OCTOBRE

L'association des ami-es de la Montaña de Guerrero organise un repas de solidarité mexicain en faveur d'un de leurs projets dans cette région. Les fonds récoltés iront à l'Espace culturel et éducatif Tikoso à Tlapa de Comonfort créé il y a quatre ans. Elle invite un chef mexicain pour l'occasion. L'association promeut les échanges solidaires entre la Suisse et le Mexique et le soutien à la culture indigène de la Montagne de Guerrero et ses 400 000 habitants.

Rendez-vous à 18h à la salle communale de Nyon.
Inscriptions (jusqu'au 3 octobre): infomaniak.events/shop/AUG5k2K0IG

POUR L'ÉDUCATION EN COLOMBIE MARCHE DE L'ESPOIR 15 OCTOBRE

Pour sa 32^e édition, la Marche de l'espoir de Terre des hommes Suisse a choisi de mettre en avant l'association Casita de Niños en Colombie. Celle-ci œuvre pour l'éducation ainsi que pour la protection des enfants et des jeunes dans la gestion des risques dans la région du Cauca, particulièrement touchée par la violence. Plusieurs milliers d'enfants marcheront une nouvelle fois à Genève le 15 octobre prochain au bord du lac¹. Depuis le 12 septembre, Terre des hommes sillonne les classes de quelque 200 écoles du Grand Genève pour informer les élèves sur les droits de l'enfant, et les inégalités sociales, ainsi que sur la situation en Colombie. Inscriptions: www.marchedesespoir.ch

L'AGROÉCOLOGIE A L'HONNEUR FÊTE ET TABLE RONDE 15 ET 16 OCTOBRE

La cinquième édition de la Fête de l'agroécologie aura lieu le 15 octobre prochain à Meyrin pour une journée festive avec repas, stands d'associations locales et de solidarité internationale, animations pour enfants, visite de cultures de proximité, marché de légumes et musique. De 10h à 18h, Place de Meyrin Village. Le lendemain, une table ronde sur le même thème réunira acteurs de terrain, du Burundi du Togo et de Genève, et le maire de la ville du bout du lac, Alfonso Gomez. Dès 18h, Palais Eynard, Genève. CKR

Inscription obligatoire (places limitées): info@fhsuisse.org